

# **AMÉRIQUE LATINE - Davantage de troupes états-uniennes dans la région : signe d'une invasion annoncée ?**

Martín Pastor

lundi 6 novembre 2017, mis en ligne par [Françoise Couëdel](#)

20 octobre 2017.

L'armée états-unienne renforcera sa présence militaire dans l'Amazonie latino-américaine. Sous l'égide d'Amazon Log 2017 du gouvernement putschiste de Michel Temer au Brésil, l'Opération « América unida » rassemblera les armées des États-Unis, du Brésil, du Pérou et de la Colombie, du 6 au 13 novembre 2017, dans la ville à la triple frontière de Tabatinga. Cet exercice est le signe d'une augmentation substantielle de la présence militaire étrangère dans la région.

L'initiative est conduite par le Commando de logistique de l'Armée brésilienne et s'inspire de l'exercice logistique militaire réalisé par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en [Hongrie](#) en 2015 qui a vu le déploiement d'environ 1700 militaires. Pour cette version latino-américaine les objectifs, selon le [site officiel](#) de l'armée brésilienne, sont de créer une base logistique multinationale temporaire pour réaliser des opérations de contrôle de migrations illégales, d'assistance humanitaire, d'opérations de paix, d'actions contre le narcotrafic et la protection environnementale.

Cependant, comme l'a [indiqué](#) le quotidien brésilien *Gauchazh*, enseigner à une armée étrangère à combattre en territoire national devrait être considéré comme un acte de « haute trahison ». Même si pour le Ministère de la défense brésilien ce n'est pas une trahison mais une occasion qui permettra d'unir les armées des deux pays.

Le problème de cet exercice est le rôle important et l'ouverture qui ont été accordés aux États-Unis pour leur permettre de pénétrer dans la forêt latino-américaine. Un des risques évident est que la base « temporaire » devienne permanente comme ce [fut le cas](#) en Hongrie, après les exercices de l'OTAN, même si les autorités brésiliennes affirment le contraire.

Cet intérêt des États-Unis pour la région doit être mesuré à l'aune de l'histoire de l'empire du nord. L'altruisme, le respect de la nature ou la lutte contre le narcotrafic, étendards qu'ils brandissent pour justifier leur présence dans la région, rappellent leur implantation dans d'autres parties du monde, particulièrement au Moyen-Orient. La réalité est que ces raisons ne sont pas ni n'ont jamais été leurs objectifs. Derrière toute action militaire nord-américaine se cache toujours le but de s'appropriier les ressources pour satisfaire les intérêts nationaux.

Dans le cas de l'Amérique latine l'abondance de ressources naturelles explique la présence nord-américaine. [Selon](#) la Banque mondiale, la région joue un rôle global dans la problématique du changement climatique car elle possède « les plus grandes réserves d'eau douce du monde ».

Une information « aigre-douce » pour les Latino-Américains car, selon divers analystes, y compris l'ex-candidat démocrate à l'élection présidentielle Bernie Sanders, « les guerres du futur seront celles de l'eau ». Parmi les dix pays qui ont les plus grandes réserves d'eau se trouvent le Brésil (en 1<sup>ère</sup> position), la Colombie (6<sup>e</sup>) et le Pérou (8<sup>e</sup>), qui sont, étrange coïncidence, tous trois impliqués dans l'Opération « América unida ».

Depuis le Bureau d'évaluation Neta ([Office of Net Assessment](#)) du Département de la Défense, dont l'objectif est d'analyser l'avenir de l'armée et ses menaces, Andrew Marshall, ancien directeur (1973-2015) a commandé en 2004 un [rapport confidentiel](#) à Peter Schwartz, conseiller de la CIA et ancien directeur de la Planification du groupe Royal Dutch/Shell et Doug Randal, du Global Business Networks.

Dans les conclusions finales, les auteurs soutiennent que le changement climatique et la pénurie d'eau sont une menace pour la sécurité nationale des États-Unis et les motifs de futurs conflits militaires. Treize ans après le rapport en question, les États-Unis se préparent à installer une base supplémentaire sur les rives de l'Amazonie.

Mais l'eau n'est pas n'est pas le seul intérêt de ce pays dans la région. Telma Luzzani, journaliste argentine, explique dans son livre « Territoires sous surveillance », que « en Amazonie se trouvent 95% des réserves de niobium, essentiel à l'élaboration de l'acier des navettes spatiales et des missiles intercontinentaux, et 96% des réserves de titane et de tungstène, utilisés dans l'industrie aéronautique spatiale et militaire. En outre l'Amazonie est riche en pétrole, en gaz, en uranium, en or et en diamants ».

C'est pour cette raison que le prochain exercice militaire n'est qu'un élément supplémentaire dans le modèle croissant de militarisation et de menaces régionales. Pour ce qui est uniquement de l'année 2017 deux autres exercices militaires ont été réalisés dans le Pacifique et la Caraïbe : [Teamwork South](#) avec le Chili, et [Tradewinds](#) face aux côtes du Venezuela, avec 18 pays et plus de 2 500 militaires.

La liberté dont jouissent ces actions militaires démontre une résurgence de la présence états-unienne dans la région, qui s'était réduite au cours des différents mandats des gouvernements progressistes néolibéraux en Amérique latine. Bien que l'installation de bases en Amérique latine et dans la Caraïbe soit passée par différentes étapes depuis l'après guerre c'est à la fin du XX<sup>e</sup> siècle qu'elle prend son orientation actuelle.

En 1999, un des points de l'accord Torrijos-Carter, la base militaire Howard au Panamá qui abritait le Commando du sud, branche de l'armée chargée des opérations dans la région, a été démantelée. Cela a conduit le Département de la Défense des États-Unis à repenser sa stratégie de défense et de politique étrangère. Sous la bannière du Plan Colombia, la « Guerre contre la drogue » et les opérations humanitaires, deux modèles de bases militaires ont été implantés en Amérique latine.

Les premières, Main Operating Base (MOB), base militaire avec infrastructure, assortie d'accords approuvés par les gouvernements, ont été : Guantánamo Cuba, Soto Cano Honduras et plusieurs à Porto Rico. Bien que ces dernières restent actives le modèle a été abandonné car il suscite le rejet d'une partie des populations nationales et un coût élevé en infrastructures et en logistique.

C'est pour cette raison qu'a été mis en œuvre un second modèle appelé Forward Operating Locations ([FOL](#)) ou Bases d'opérations avancées, qui se caractérisent par le maintien de peu de personnel militaire mais la capacité d'« accroître » leur présence en cas de nécessité. Les quatre bases reconnues et officielles dans la région ont été opérationnelles dès 1999 et [sont](#) : Aruba, Curaçao, Le Salvador et Manta (Équateur) (qui n'a pas renouvelé le contrat de 2009).

Comme l'[explique](#) Robert Kaplan, ancien assesseur du Pentagone (2009-2011) « souvent, le rôle clé dans la gestion d'un FOL, est l'affaire d'un sous-traitant privé. Il se charge de louer les installations sur la base de l'armée du pays d'accueil, il encaisse ensuite une redevance auprès des pilotes de la Force aérienne des États-Unis qui transitent par la base. Officiellement c'est une affaire privée, ce qui plaît au pays d'accueil car il peut affirmer qu'il ne travaille pas réellement avec l'armée états-unienne. Bien évidemment, personne, les médias locaux y compris, ne croit à cette version. Mais le fait même qu'une relation avec les forces armées des États-Unis soit indirecte plutôt que directe suscite des tensions ».

La nouvelle dénomination n'a pas non plus convaincu les populations locales qui ont commencé à critiquer et à rejeter ces interventions sur leur territoire. Raison pour laquelle la dénomination FOL s'est [transformée](#) en Cooperative Security Location (CLS), Poste de sécurité coopérative. Néanmoins ce sont des interventions identiques et le nombre de bases continue d'augmenter dans la région.



personnes et les opérations militaires. Dès lors, si ce n'est pas là une forme de colonialisme, qu'est-ce donc ?

---

Traduction française de **Françoise Couëdel**.

Source (espagnol) : <https://www.alainet.org/es/articulo/188756>